TRUDEL, Marcel, *Louis XVI, le Congrès américain et le Canada, 1774-1789*. « Les Publications de l'Université Laval ». Éditions du Quartier Latin, Québec, 1949. Bibliog. Index, 260 pages

Léo-Paul Desrosiers

Volume 3, numéro 4, mars 1950

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/801600ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/801600ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desrosiers, L.-P. (1950). Compte rendu de [TRUDEL, Marcel, *Louis XVI, le Congrès américain et le Canada, 1774-1789*. « Les Publications de l'Université Laval ». Éditions du Quartier Latin, Québec, 1949. Bibliog. Index, 260 pages]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 3(4), 598–602.
<https://doi.org/10.7202/801600ar>

LIVRES ET REVUES

TRUDEL, Marcel, *Louis XVI, le Congrès américain et le Canada, 1774—1789*. "Les Publications de l'Université Laval". Éditions du Quartier Latin, Québec, 1949. Bibliog. Index, 260 pages.

M. Marcel Trudel est un historien consciencieux, appliqué et qui se donne bien du mal pour mettre à jour la vérité. La publication d'une première thèse avait attiré l'attention sur lui; un second ouvrage, "*Louis XVI, le Congrès américain et le Canada*", le classe définitivement parmi nos meilleurs écrivains. Voilà un jeune Canadien français de qui nous pouvons attendre maintenant de bons livres et une carrière fructueuse. Il a acquis une méthode sûre, il se plonge avec joie dans le travail, il sait extraire de sa documentation un récit suffisamment net et vif, il possède de la sincérité, du talent, de la patience, de la minutie et du zèle.

Dans ce nouveau volume publié par les Éditions du Quartier Latin, à Québec, M. Trudel n'aborde pas un problème auquel personne n'a touché avant lui. Quelques-uns de ses prédécesseurs avaient dessiné quelques esquisses ou préparé des études fragmentaires. Mais aucun n'avait abordé le sujet dans toute son ampleur et ne l'avait pénétré aussi à fond et aussi complètement; certaines parties en plus sont tout à fait neuves et exposent des faits que l'on peut qualifier de sensationnels, tant ils sont importants et surprendront le lecteur par l'imprévu et l'inattendu. C'est une période mal connue de l'histoire qui monte à la lumière avec des traits que nous n'avions pas soupçonnés. Ressuscitée avec force, dans sa complexité, elle demeurera maintenant dans les mémoires.

Quelle est la substance du livre de M. Trudel? En deux mots, on peut dire que c'est la politique de deux pays, la France et les États-Unis, envers le Canada, durant les années qui s'écoulent de 1774 à 1789. Le volume aurait été plus compréhensif sans doute si l'enquête avait porté en plus sur la politique de l'Angleterre à l'égard de notre pays durant les mêmes années. Celle-ci, nous la connaissions mieux peut-être; mais qui dit que dans ce domaine il n'y aurait pas à faire de singulières découvertes? L'époque est importante. Durant la guerre

de l'indépendance américaine, l'ancienne colonie française peut devenir un État américain, retomber sous la domination de la France ou rester fidèle à l'Angleterre. L'historien expliquera pourquoi et de quelle façon cette dernière solution a prévalu; il nous indique les forces qui ont joué dans ce sens; il nous raconte les desseins subtils qui l'ont amenée; et, enfin, il rapporte les tractations finales et les discussions auxquelles elle a donné lieu. Après s'être aventuré dans les coulisses de l'histoire, il en revient avec un riche butin.

Cette histoire débute vers 1765. Témoin des premières querelles qui s'élèvent entre les colonies américaines et leur mère-patrie, Choiseul prévoit la conclusion. L'Angleterre vient de se gorger avec les colonies des autres pays; elle perdra maintenant les siennes; elle s'affaiblira d'autant et sans que la France y contribue beaucoup, reviendra à son ancien niveau de puissance; le monde assistera au développement d'un germe de division et de mécontentement.

Qui aurait pensé, comme le dit M. Trudel, que le Canada jouerait un grand rôle dans cette tragédie? Le traité en a réduit les dimensions, personne ne songe beaucoup à lui. Mais un gouverneur anglais y arrive après avoir passé par New-York; il a constaté que les Américains, qui ne redoutent plus les armées françaises, dérivent rapidement vers la révolte, et il prévoit l'avenir avec la même lucidité que Choiseul. Alors, il se met au travail. Et, pendant environ six ans, il s'applique, à Québec et à Londres, à affermir la poigne de l'Angleterre sur l'ancienne colonie française afin de la dresser, le cas échéant, contre les États du Sud; afin de la neutraliser au moins et de la garder.

Le résultat de ses enquêtes, de ses études, de ses dépêches, de ses conversations avec les ministres, c'est l'Acte de Québec qui éclate soudain comme un coup de tonnerre au milieu des querelles anglo-américaines. Les révolutionnaires ne s'y trompent pas; le coup direct a porté. Comme par un tour de passe-passe, c'est l'ancien danger français papiste qui réapparaît, dans le nord, mais manié cette fois par l'Angleterre; c'est la lutte sanglante et difficile d'autrefois qui doit se continuer; mais surtout, ce sont les territoires de l'ouest américain, si longuement convoités, qui sont remis au Canada et échappent encore à l'avidité des mains américaines. C'est comme si l'histoire avait reculé d'une quinzaine d'années.

M. Trudel explique avec force détails les motifs de cette violente réaction. Désormais, les colonies en révolte sont véritablement hantées

par le problème canadien. Elles demandent le rappel de l'Acte de Québec. Puis elles improvisent une invasion du Canada, qui tourne mal. Les propagandistes entrent en action et tentent de convertir les Canadiens aux idées américaines; ils reviendront constamment à la charge durant les prochaines années, même quand l'expérience aura démontré que nos ancêtres ne se précipitent pas sous les drapeaux pour affermir l'emprise de l'Angleterre sur les colonies révoltées. Et désormais les projets d'invasions succéderont aux projets d'invasions; l'auteur en relève toute une série à laquelle Washington a travaillé avec les stratèges américains. Quand les États-Unis trouvent des alliées, ils tentent de les précipiter dans cette aventure. Ironie du sort, ils prient la France elle-même de leur conquérir cette proie avec sa flotte, son armée et le prestige dont elle peut jouir encore auprès des habitants français; ils lui demandent d'adresser des appels, de commander des expéditions; et enfin, quand les diplomates s'assemblent pour dresser les articles de la paix, ils insistent pour que notre pays leur soit cédé. Car, pour reprendre une expression ancienne, le Canada, c'est un pistolet que l'Angleterre braque sur la République qui naît.

Et pendant tout ce temps, quelle était la politique de la France ? La réponse à cette question se trouve dans les pages les plus neuves et les meilleures du livre. Parfois, le lecteur souhaiterait un exposé plus condensé, plus ramassé, plus nerveux; moins d'éparpillement et de répétitions. Mais la tâche n'est pas facile. Tout y est d'ailleurs, les différentes nuances se présentent à tour de rôle sous le regard.

C'est avec une sagacité remarquable que la France aborde le conflit qui doit lui apporter une éclatante revanche. Au début, elle se garde même de remuer, elle fait la morte; elle devine qu'intervenir, si peu que ce soit, précipitera Angleterre et colonies dans la réconciliation. Fort secrètement, elle envoie quelques observateurs en Amérique; elle veut savoir si la révolte mûrira, si ses chances de succès sont bonnes, si elle est dirigée par de bons chefs. C'est tout. Attendre, voilà le mot d'ordre, attendre avec patience, dissimulation, et parfois prononcer quelques mots aussitôt recueillis par une oreille attentive; prévoir le moment de la rupture officielle; viser le commerce du futur pays qui remplacera les bénéfices de son propre commerce colonial perdu; ne pas se déclarer avant que les futurs États aient donné une preuve de leur viabilité, et que l'abîme entre eux et l'Angleterre soit impossible à combler; fournir bientôt une assistance clandestine, substantielle, en

hommes, en argent, en armes, mais profondément dissimulée, car l'Angleterre est en ce moment dangereuse et peut porter de rudes coups; laisser les rivaux s'affaiblir mutuellement dans cette lutte; gagner à ses projets l'Espagne; puis, le moment venu, quand les États confédérés ont prouvé leur droit à la vie, enlever le masque et soutenir ouvertement la révolte américaine; mais dans des limites rigidement fixées. Car la France ne veut pas en Amérique un État puissant qui serait une menace pour les colonies françaises ou espagnoles, pour la Louisiane aussi. Elle ne s'engage qu'à soutenir et à obtenir l'indépendance. Elle ne donnerait pas aux États-Unis les territoires de l'Ouest. Et surtout elle ne veut pas leur donner le Canada. Notre pays, elle a pris dès le début la résolution de le laisser à l'Angleterre. Pourquoi? Pour conserver une cause permanente de frictions et de difficultés entre l'Angleterre et les États-Unis. Elle met dans leur panier cette pomme de discorde et veille bien à ce que personne ne l'en retire. Voilà sa résolution inébranlable. En apparence, elle se prêterait à des projets contraires, étudierait des plans d'invasion, autoriserait des appels aux Français du Canada, écouterait des plaidoyers. Mais jamais ne bronchera la décision de Vergennes et des ministres. Ils auront toujours la certitude de pouvoir se replier le moment venu.

Sur ce canevas, M. Marcel Trudel a travaillé avec soin. Il a poursuivi la diplomatie secrète jusque dans ses derniers retranchements. Il s'est aussi demandé pourquoi Vergennes n'avait pas réclamé ou exigé le Canada. Peut-être avait-il prévu que la jeune république était opposée à fond à cette solution, et qu'il risquait toute l'affaire, s'il voulait insister. La répugnance des Américains était peut-être invincible. Le passé avait peut-être laissé trop d'amers souvenirs. C'est pourquoi il aurait pour ainsi dire cédé une seconde fois notre pays à l'Angleterre.

M. Marcel Trudel a raconté toute cette histoire avec une vivacité et une netteté qui lui font honneur. Et ce simple exposé indique de façon suffisamment claire que *Louis XVI, le Congrès américain et le Canada* est un livre qui s'impose. Il remplit pour ainsi dire un vide dans nos histoires du Canada. Impossible d'enseigner cette période ou de la connaître sans l'avoir bien étudiée.

Dans sa préface, M. Trudel expose d'intéressantes considérations. Sauf à la fin peut-être où il dit que deux écoles d'historiens s'opposent chez nous, l'une qui en est restée à la rhétorique, à la représentation dramatique, et l'autre qui s'attache à la sûre méthode scientifique et

aux faits. Je ne crois pas que ce soit exact. Tous sont convaincus aujourd'hui qu'aucun historien ne saurait trop se documenter et d'après les méthodes les plus sévères, qu'aucune investigation ne saurait être trop large ou trop savante. Le problème repose sur la façon d'utiliser les matériaux. Doivent-ils être dégorgés, comme ils le sont souvent, à l'état presque bruts, ou être digérés afin de produire un récit mieux agencé, plus libre d'allures, plus léger et plus souple ? Il semble qu'il soit difficile de fixer une règle ; l'une des manières de procéder présente des dangers de rhétorique, mais l'autre offre ses dangers de lourdeur. Il serait malheureux que la référence devienne un mausolée sous lequel reposera l'histoire. Encore une fois, le problème n'est encore ni inquiétant ni important. Et certains excès dans un sens ou dans l'autre se corrigeront probablement avec le temps, d'eux-mêmes. Tous ont confiance dans la période historique actuelle. Le beau volume de M. Trudel est une autre preuve éclatante que cette confiance est justifiée. Il reste à attirer le public qui, chez nous, est encore incurieux, à un point que l'on ne saurait dire, des ouvrages d'histoire.

Léo-Paul DESROSNIERS